

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## France-Gabon : pas de nuage entre Libreville et Paris

**LE** ministre des Affaires étrangères, Pacôme Moubelet-Boubeya, et son homologue français, Jean-Yves Le Drian, ont affiché et réaffirmé vendredi dernier la solidité des liens séculaires entre leurs deux pays.

J.KOMBILE MOUSSAVOU  
Libreville/Gabon

PAS de nuage entre Libreville et Paris. Tel est le sentiment exprimé par le chef de la diplomatie gabonaise, Pacôme Moubelet-Boubeya, et son homologue français, Jean-Yves Le Drian, à l'issue de leur tête-à-tête, vendredi dernier, à Paris.

Un échange "chaleureux, franc, convivial et fraternel" intervenu dans un contexte marqué par des rumeurs sur le refroidissement des relations entre les deux capitales. C'est dire que les deux hommes ont affiché et réaffirmé la solidité des liens séculaires entre leurs deux pays, en abordant les sujets d'intérêt commun. Une manière de mettre un terme à toutes ces allégations. De fait, ils ont exprimé leur volonté de poursuivre et d'approfondir activement la coopération entre la France et le Gabon dans les domaines de la protection de l'environnement, de l'éducation, de l'enseignement professionnel, de la défense, de la lutte contre les changements climatiques, etc. Jean-Yves Le Drian a particulièrement loué et salué le leadership et l'engagement du Gabon en matière de protection de la biodiversité.



**Le ministre des Affaires étrangères, Pacôme Moubelet Boubeya, et son homologue français, Jean-Yves Le Drian.**

De même, les deux hommes ont évoqué la situation politique et sécuritaire sur le continent, notamment au Tchad. Dans tous les cas, Pacôme Moubelet Boubeya s'est réjoui du climat qui a prévalu au cours de l'entretien et de

l'excellence de la coopération franco-gabonaise.

Ancienne puissance colonisatrice, la France est qualifiée de "partenaire traditionnel" du Gabon. Plusieurs accords et échanges lient les deux pays.

### Précision

#### Plutôt 7 Chambres provinciales des Comptes

Dans un récent article consacré à l'adoption, au Sénat, de la loi organique fixant l'organisation, la composition, la compétence et le fonctionnement de l'Ordre financier dans notre pays, nous avons malencontreusement écrit qu'à ce jour, le Gabon comptait quatre Chambres provinciales des Comptes. Il y en a plutôt sept (7), à savoir celles de Ntoum, Franceville, Mouila, Koula-Moutou, Oyem, Tchibanga, et Port-Gentil.

## Journée africaine des frontières : arts, culture et patrimoine à l'honneur



**Le ministre d'Etat à l'Intérieur, Lambert-Noël Matha.**

ONDOUBA'NTSIBAH  
Libreville/Gabon

À l'instar des autres pays africains, le Gabon célèbre, ce 7 juin 2021, la 11<sup>e</sup> édition de la Journée africaine des frontières. Cette année, le thème retenu est : "Arts, Culture et Patrimoine : leviers pour construire l'Afrique que nous voulons". L'un des temps forts de cet événement, est l'allocation de circonstance que va prononcer le patron de l'Intérieur, le ministre d'Etat Lambert-Noël Matha. Occasion pour lui de noter que la thématique retenue est "en phase avec la vision des plus hautes autorités de notre pays à travers son gouvernement qui entreprend depuis plusieurs années de sauvegarder et de promouvoir le pa-

trimoine culturel et la créativité pour construire la paix et faire progresser le développement durable dans notre cher pays". Et d'annoncer que dans quelques jours, se tiendra l'assemblée générale de la Commission nationale des frontières. "Ce sera, a dit Matha, l'occasion d'impulser une nouvelle dynamique de la gouvernance des frontières de notre pays qui figure parmi les 7 pays pilotes de la CEEAC (...) appuyés par de nombreux autres partenaires internationaux". Non sans rendre un "vibrant hommage" au président de la République, Ali Bongo Ondimba, "pour sa politique en faveur de la défense de l'intégralité de notre territoire et sa gestion adaptée de nos frontières".

## La Semaine

### Grogne sociale

Activités présidentielles ; séance plénière au Sénat au cours de laquelle ont été adoptés, entre autres, les Codes civil et pénal ; sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) à Brazzaville ; démission du maire de Libreville, Eugène Mba (lire par ailleurs)...

Autant d'événements ayant marqué l'actualité de la semaine écoulée. Certains mériteraient que l'on s'y attarde dans la présente chronique. Malheureusement, notre choix s'est porté sur d'autres événements qui se ressemblent à plus d'un titre, d'autant plus que tous ont trait au front social. C'est le cas du mouvement de protestation du personnel affecté au département gynécologie-obstétrique du Centre hospitalier universitaire de Libreville (CHUL) ; le déplacement du côté de l'Assemblée nationale, des membres du MSTGV (Machette syndicale des travailleurs vaillants), associés à ceux du Collectif des étudiants des

grandes écoles ; sans oublier les autres mouvements syndicaux qui sont, soit déjà en grève comme celui des professionnels des Eaux et Forêts, soit menacent d'entrer en grève comme Dynamique unitaire (DU), ou la section UOB du Syndicat national des enseignants-chercheurs (SNEC) ; et bien d'autres. Autant de faits qui montrent que le front social grogne depuis quelque temps. Nous reviendrons seulement sur la grogne au CHUL, et sur l'initiative de MSTGV et du Collectif des étudiants des grandes écoles.

Par rapport au CHUL où le personnel réclamait de meilleures conditions de travail, ainsi que le paiement des arriérés de primes dites de quotes-parts, on a appris aux dernières nouvelles qu'un moratoire aurait finalement été trouvé pour le paiement de huit mois. Il y a de quoi déplorer que la direction générale du CHUL ait attendu le déclenchement d'un mouvement d'humeur pour en arriver

là. Et par rapport au retard accusé dans le paiement de cette prime, des interrogations demeurent, quand on sait que le CHUL fait partie des structures concernées par la gestion de la pandémie à Covid-19...

S'agissant des structures syndicales qui se sont rendues à la Chambre des députés, il faut souligner que leurs membres ont échangé avec le patron des lieux, Faustin Boukoubi, qui est descendu les rencontrer. Alors que quelques jours plus tôt, ils étaient chassés devant la Primature par les forces de l'ordre. D'aucuns souhaiteraient maintenant voir les députés interpellier le gouvernement sur leurs revendications. L'Assemblée nationale ne pouvant résoudre les problèmes par eux posés.

ONDOUBA'NTSIBAH